

BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE

LE PARIS REVOLUTIONNAIRE DE 1789

Six dates, 1789, 1830, 1848, 1936, 1944, 1968, six événements dans l'histoire de la France moderne et contemporaine, dont Paris, centre du pouvoir depuis Capet, fut l'acteur ou du moins le théâtre, l'espace scénique. Six époques qui permirent à la cité d'affirmer sa primauté.

Que représentait Paris, capitale du Royaume de France, en cette année 1789 ? La deuxième ville d'Europe après Londres, 600.000 habitants sur 28 millions de « Français », le baptême de 20.000 enfants chaque année, le sixième de la population urbaine du Royaume, l'équivalent des 9 plus grandes villes de province réunies.

Ces chiffres pourtant significatifs reflètent mal une autre réalité : le rayonnement intellectuel, et architectural que constituaient Paris et Versailles, irrémédiablement associés par le renouveau culturel que connut le XVIIIème siècle, ce siècle des Lumières, de l'Aufklärung, si cher à Kant et Fichte.

Paris était devenu un symbole pour toute l'Europe, une Europe où toutes les cours, tous les salons se targuaient de parler français et où la langue de Montesquieu, Rousseau et Voltaire, était celle de la diplomatie. Et pourtant, point de réseau d'égouts étendu, point d'éclairage public efficace, un centre, un coeur encore bien moyen-âgeux, des centaines de mendiants et miséreux, une insalubrité de tous les jours, supérieure à celle que l'on pouvait subir à Londres à la même époque. Cela explique-t-il alors « l'engagement » révolutionnaire de la cité ? Sûrement pas, et la plupart des villes européennes souffraient des mêmes maux, le plus souvent avec plus d'acuité.

Le Paris de 1789 reflétait en fait la crise du Royaume dans son entier : Un système légal dépassé, des structures économiques caduques, des « ordres » sociaux contestés dans leurs fondements. Tous ces facteurs furent accentués par le fossé existant - déjà à l'époque entre Paris et la province - en termes démographiques. La capitale attirait à elle une foule de déshérités, de « bras nus » en quête de travail et de pain (20.000 par an).

Le Royaume, l'Etat en déliquescence ne pouvaient dès lors surseoir à la crise dans laquelle la capitale ne tarda pas à se trouver plongée, soumise à un approvisionnement, à une conjoncture précaires.

En un temps où le budget alimentaire accaparait la quasi-totalité des plus humbles, les boulangeries et autres commerces « de bouche » (28% des patentes sur Paris) furent l'objet de la plus grande attention de la part de la population; on surveillait les « accapareurs » et autres « spéculateurs ».

Plus importantes encore, plus symboliques aussi de la crise de l'Ancien Régime, les « barrières d'octroi », construites autour de la ville à partir de 1785 et véritables postes frontières taxant les entrées de marchandises, catalysèrent bien vite les rancoeurs, le combat contre l'absolutisme, l'arbitraire et l'injustice dont Paris se faisait l'écho, des salons mondains et bourgeois aux cabarets de quartier, ou

la gouaille, la haine, mais aussi le sens civique et politique des « sans-culottes » s'exprimaient pleinement.

Dans une ville où la hiérarchie sociale se vivait verticalement, en fonction des étages, où « monter les étages, c'est dérouler un chapelet de misère » point de cloisonnement façon Baron Hausmann, tout se savait, tout se disait, les rumeurs les plus folles, les revendications les plus hardies parcouraient la cité de coins de rues en églises, de clubs en ateliers ou manufactures.

Paris, c'était donc aussi l'expression d'une angoisse sourde, d'un état de crise que rien ne parvenait à faire passer, encore moins à oublier.

Si le 14 juillet et la prise de la Bastille en avaient été l'expression armée et politique, par la quête des armes et l'atteinte au symbole physique, présent au dessus des toits de Paris, les « journées d'octobre » en furent le credo économique. C'est du pain que les femmes de la cité allèrent chercher à Versailles. Il fallait en finir, trouver une solution aux maux quotidiens.

Joyau des Lumières, Versailles reposait en fait sur un écrin de rancoeurs, d'inégalités flagrantes accrues par la crise dont l'année 1789 fut le point de non retour.

B.F.

1789 : Une chronologie des événements courants

2 octobre : Dans l'« Ami du peuple », Marat invite les parisiens à se mobiliser pour assurer l'approvisionnement de la capitale.

5 octobre : Les femmes du faubourg St-Antoine se rendent à l'Hôtel de ville pour réclamer du pain.

6 octobre : A l'aube, le peuple envahit le château, la Reine est menacée, plusieurs gardes du corps sont massacrés.

7 octobre : L'Assemblée nationale décide de se transporter à Paris.

10 octobre : Le docteur Guillotin propose que les délits soient punis des mêmes peines, quels que soient le rang et l'état du coupable, et que tout criminel condamné à mort aura la tête tranchée.

19 octobre : L'Assemblée nationale tient sa première séance à Paris, dans la salle de l'Archevêché.

22 octobre : La loi martiale est promulguée à Paris.

BIBLIOGRAPHIE PARIS-REVOLUTION

BURSTIN H., *Le Faubourg Saint-Marcel à l'époque révolutionnaire. Structure économique et composition sociale*, Société des études robespierristes, Paris, 1983.

MELLIE G., *Les Sections de Paris pendant la Révolution française (21 mai 1790-17 vendémiaire an IV) : organisation, fonctionnement*, Société d'histoire de la Révolution française, Paris, 1898

MONNIER R., « L'évolution du personnel politique de la section de Marat et la rupture de germinal an II », *Annales historiques de la Révolution française*, 1986, p. 50-73.

REINHARD H., *Nouvelle Histoire de Paris. La Révolution, 1789-1799*, Hachette, Paris 1971.

SOBOUL A., *Les Sans-Culottes parisiens en l'an II : mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire (2 juin 1793-3 thermidor an II)*, Clavreuil, Paris, 1959 (2e éd.).

SOBOUL A. et MONNIER R., *Répertoire du personnel sectionnaire parisien en l'an II*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1985.